

Toute

NATURE

Une publication de la SNAP Canada • PRINTEMPS/ÉTÉ 2023

RETOUR SUR



ANS DE CONSERVATION



SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA

Offert jusqu'en OCT 2023 Entente pour publication 40033545

Célébrer 60 ans de conservation

Le jubilé de diamant de la SNAP marque des décennies de campagnes pour la protection de la nature

JOHN GRANDY



La Société pour la nature et les parcs du Canada a beaucoup évolué depuis sa création en 1963, alors que l'organisation portait au départ le nom d'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada. Pourtant, même si le nom et de nombreux autres aspects de l'organisation ont changé au cours des 60 dernières années, la SNAP est restée fidèle à ses convictions fondamentales : le Canada a besoin d'une protection de qualité pour sa faune, et pour ses paysages terrestres et marins bien uniques.

Mon histoire avec la SNAP Canada remonte à il y a environ 12 ans, lorsque j'ai réalisé une entrevue avec celui qui était alors directeur général national de l'organisation, Éric Hébert-Daly, dans le cadre d'un rapport que je préparais sur les organismes de bienfaisance canadiens à vocation environnementale. Après cette entrevue, j'avais une opinion tellement positive de la SNAP Canada que je n'ai pu faire autrement que me joindre au conseil d'administration national.

Ces dernières années, j'ai vu la SNAP faire pression sans relâche sur les gouvernements du Canada afin d'obtenir leur engagement pour la protection d'au moins 30 pour cent des terres et des océans du pays d'ici 2030. Avant cela, la SNAP a joué un rôle important en pressant le Canada d'essayer d'atteindre ses cibles de protection de 17 pour cent des terres et 10 pour cent des océans avant 2020. Cette série de cibles permet grandement d'espérer que nous pourrions renforcer la confiance nécessaire pour parvenir à protéger au moins la moitié de la nature du Canada.

La force de la SNAP Canada réside dans son approche de collaboration – entre l'ensemble des sections régionales du pays et avec les groupes autochtones et d'autres organisations environnementales – et dans la passion de ses sympathisants, lesquels aident à promouvoir le message de la SNAP dans l'ensemble du pays. Ces atouts ont aidé la SNAP à devenir un partenaire de confiance en matière de conservation.

J'ai une confiance profonde envers le système de parcs nationaux du Canada depuis mon enfance, et je peux affirmer sans l'ombre d'un doute que le travail de la SNAP est, a été, et continuera d'être un élément important de ma vie.

*John Grandy, président
du conseil d'administration national
de la SNAP Canada.*



La SNAP est un organisme canadien dont la mission est la protection d'au moins 50 % de notre nature sauvage. Depuis 1963, nous avons joué un rôle de premier plan dans l'établissement de plus des deux tiers des aires protégées du Canada.

CONSEIL D'ADMINISTRATION NATIONAL

John Grandy, président (ON)
Jennifer Smith, vice présidente (QC)
Lavinia Mohr, trésorière et présidente,
Comité des finances (ON)
Richard Paisley, président,
Comité du contentieux (C.-B.)
Amber Nicol, présidente, Comité
de gouvernance (N.-É.)
Charles Côté, Agent du Conseil
responsable pour le personnel (QC)
Ina Lucila (AB)
Donald McMurtry (ON)
Lana Mezquita (AB)
Cynthia Nemoto (ON)
Kathy Scalzo (C.-B.)
Alexandra Tzannidakis (ON)
Erik Val (YT)
Denise Withers (C.-B.)

ADMINISTRATEURS HONORAIRES

Stephanie Cairns
Phil Dearden
David Lang
Harvey Locke
Gordon Nelson
Bob Peart
Sherri Watson

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Sandra Schwartz : Directrice générale nationale
Tracy Walden : Directrice nationale,
Communications et développement
Benjamin Filliol : Coordonnateur des communications
nationales, Image de marque et mobilisation
Peter Christie : Rédacteur en chef
Janice McLean : Mise en page

COMITÉ ÉDITORIAL

Alex Abboud
Rick Boychuk
John Grandy
Ina Lucila
Ron Thiessen
Denise Withers

ISSN 1717-8894. Maître de poste :
Faire parvenir tout changement d'adresse
au Canada à la SNAP Canada :
600-100 rue Gloucester, Ottawa, ON K2P 0A4.

Toute Nature est publié deux fois par an
(au printemps et à l'automne) par la Société
pour la nature et les parcs du Canada
(no d'enregistrement 10686 5272 RR0001).

© 2023 Société pour la nature et les parcs
du Canada. Aucune partie de cette publication
ne peut être reproduite sans l'autorisation
écrite expresse de la SNAP Canada.

Imprimé sur du papier certifié FSC
avec des encres végétales.



DANS CE NUMÉRO

À LIRE

Dans les moindres détails • 6

L'histoire typiquement canadienne de la SNAP :
une vision nationale combinée à des actions régionales

Chronologie • 12

Depuis six décennies, la SNAP Canada a été une force motrice
pour la protection de la nature

Les premiers peuples d'abord • 16

Comment les leçons de conservation enseignées par les Autochtones ont façonné la
mission de la SNAP

Voix

Gordon Nelson, page 8; Éric Hébert-Daly, 10; Alison Woodley, 11;
Herb Norwegian, 19; Mary Granskou, 20; Catherine McKenna, page 23.

RUBRIQUES

2 • MOT DU PRÉSIDENT

Célébrer 60 ans de conservation

4 • REGARD SUR LA CONSERVATION

Des groupes de la société civile
québécoise lancent un appel pour
des mesures de conservation;
La longue lutte pour la protection
du parc provincial Algonquin
continue; Une réunion mondiale
marque un tournant pour la
protection des océans

24 • PARTOUT AU CANADA

26 • CONTACTEZ-NOUS

COUVERTURE: Le bassin versant de la rivière Peel au Yukon. La protection de cette spectaculaire région sauvage de 68 000 kilomètres carrés est l'une des nombreuses victoires remportées par la SNAP au cours de ses six décennies de campagnes de conservation passionnées au Canada. Photo: Peter Mather

CI-DESSUS: Les odeurs d'épinette et de lichen se mélangent alors que le paysage se transforme en toundra dans le bassin versant de la rivière Seal, au Manitoba. Photo: Josh Perlman

Des groupes de la société civile québécoise lancent un appel pour des mesures de conservation

Lors de la COP15 qui s'est tenue du 7 au 19 décembre dernier à Montréal, la société civile québécoise s'est mobilisée comme jamais pour la protection de la biodiversité. Le Collectif COP15, composé de 104 organisations de tous horizons (organisations autochtones, environnementales, jeunesse, financières, syndicats...), s'est rapidement formé afin de rehausser l'action face à la perte sans précédent de biodiversité au Québec et à travers le monde.

Le Collectif COP15, dont a activement fait partie la SNAP Québec, a réussi à sensibiliser de très nombreux décideurs politiques et le grand public a une multitude d'enjeux liés à la protection du vivant. Plus de 60 événements ouverts au grand public ont été organisés en



L'Appel de Montréal lancé le 8 décembre lors de la COP15. Photo : Nations unies Biodiversité

marge de la COP15, réunissant plus de 4 000 personnes. Une Grande marche pour le vivant a également regroupé plus de 3 500 personnes dans les rues de Montréal.

Une grande conférence internationale de trois jours sur les causes sous-jacentes de la perte de biodiversité organisée par la SNAP Québec s'est conclue avec le dévoilement de

l'Appel de Montréal, appuyé par les représentant-e-s de la Ville de Montréal, des gouvernements du Canada et du Québec et du gouvernement de la Nation Crie. L'Appel de Montréal est une invitation lancée aux parties prenantes du monde entier à poursuivre le dialogue sur les changements systémiques nécessaires dans nos sociétés pour la protection de la nature.

La longue lutte pour la protection du parc provincial Algonquin continue

En 1968, l'Algonquin Wildlands League a vu le jour avec la publication d'une alerte visant à faire cesser l'exploitation forestière commerciale dans tous les parcs de l'Ontario. En 1980, la Wildlands League s'est officiellement associée à la NPPAC (ancien nom de la SNAP) afin de renforcer les capacités et l'efficacité des deux groupes. En 2007, la Wildlands League a influencé et appuyé l'adoption de la nouvelle Loi sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation; cette loi incluait le maintien de l'intégrité écologique et l'arrêt de l'exploitation forestière commerciale dans tous les parcs provinciaux, sauf Algonquin. En 2008, le travail assidu a porté fruit et l'aire protégée du parc Algonquin est ainsi passée d'une superficie de 23 pour cent à 35 pour cent, et l'exploitation forestière commerciale y étant limitée à 51 pour cent du parc. Actuellement, la Wildlands League milite afin de faire cesser l'exploitation forestière à Algonquin et de protéger dès maintenant les forêts anciennes et les lacs et ruisseaux où vit l'omble de fontaine; elle vise également la fermeture et la remise en état de plus de 40 pour cent des 5 000 km de routes du parc.

Sur cette photo prise en 1968, Abbott Conway publie « l'Algonquin Alert », invitant le public à signaler les activités qui portent atteinte à l'intégrité de la nature dans le parc, et demandant l'arrêt de l'exploitation forestière commerciale. Photo : SNAP Wildlands League



Une réunion mondiale marque un tournant pour la protection des océans

En 1986, Sabine Jessen, bénévole de longue date et ardente défenseuse des océans, s'est jointe à l'équipe de la SNAP Canada et a lancé le programme Océan de la SNAP dans le but d'établir des aires marines protégées pour la protection des écosystèmes océaniques et des espèces marines les plus importants et les plus vulnérables du Canada.

En 1987, par un pur hasard, des scientifiques du gouvernement canadien ont découvert au large des côtes de la Colombie-Britannique d'anciens récifs d'éponges siliceuses qu'on croyait disparus. Ainsi a commencé la première des nombreuses campagnes marines de la SNAP Canada.

Au cours des décennies qui ont suivi, la SNAP a défendu avec succès la protection des récifs d'éponges siliceuses de la C.-B., a empêché l'exploration pétrolière et gazière au large des côtes, a lutté en vue de préserver l'habitat essentiel des populations de baleines noires de l'Atlantique Nord, de bélugas de l'estuaire du Saint-Laurent et d'orques résidentes du Sud, et a exercé des pressions afin d'établir un seuil minimal de protection pour toutes les aires marines protégées. Et beaucoup plus encore.

Soulignant son rôle comme chef de file de la protection des océans, la SNAP Canada a organisé conjointement plus tôt cette année, à Vancouver, le cinquième Congrès international sur les aires marines protégées (IMPAC5). Ce congrès réunissait des professionnels mondiaux de la conservation des océans et que des représentants des gouvernements et des peuples autochtones, et ce, dans le but d'éclairer, d'inspirer et d'agir en matière d'aires marines protégées.

Durant IMPAC5, la SNAP a salué l'annonce du gouvernement du Canada relativement à l'engagement de protéger davantage les aires marines, d'établir une nouvelle politique nationale sur les aires marines protégées, de rédiger un nouveau plan d'action du réseau d'aires marines protégées, et de préparer une feuille de route afin de protéger au moins 25 % des océans du Canada.

La SNAP travaille depuis longtemps et assidûment afin de faire valoir l'importance de la protection des océans, et elle ne compte pas arrêter de sitôt. Nous continuerons de rappeler au gouvernement ses engagements et de lutter pour la protection des océans dont nous sommes tous tributaires.

Un groupe d'orques, au large des côtes de la Colombie-Britannique. Photo : Inger/Adobe Stock



● À LIRE





Le bassin versant de la rivière Peel au Yukon. Photo : Peter Mather

DANS LES MOINDRES DÉTAILS

L'histoire typiquement canadienne de la SNAP : une vision nationale combinée à des actions régionales

PAR PETER CHRISTIE

Ce fut un moment marquant pour la nature et pour les Premières Nations et les groupes environnementaux du Yukon, dont la SNAP, qui ont résisté au gouvernement territorial. Pour beaucoup de personnes présentes ce jour-là, c'était aussi un moment marquant pour Juri Peepre.

« Nous pensions tous à Juri », se remémore Chris Rider, directeur de la conservation de la SNAP Canada, en se remémorant ce jour de décembre 2017 où la Cour suprême du Canada a statué en faveur d'un combat juridique de cinq ans en vue de protéger le bassin versant Peel du Yukon. L'équipe s'était réunie dans une chambre d'hôtel d'Ottawa pour écouter les nouvelles. « Tout le monde s'étreignait. On a vécu un moment de joie tellement incroyable. »

La décision rejetait ainsi le plan du gouvernement du Yukon de ne pas tenir compte de la recommandation d'une commission indépendante selon laquelle il fallait protéger jusqu'à 80 pour cent de la zone de 68 000 kilomètres carrés de nature à couper le souffle. M. Peepre, qui a succombé à un cancer du poumon à peine quelques mois après la décision de la cour, se consacrait à la conservation du bassin versant et, en 1991, avait fondé la section régionale de la SNAP Yukon en vue, entre autres, de militer pour sa protection.

M. Peepre avait fait partie du comité national de la SNAP avant de déménager à Whitehorse et il comprenait l'importance de la présence nationale de l'organisation. Mais son travail – et la réussite de la lutte pour le bassin versant Peel – reposait sur sa conviction profonde que la conservation se fait à l'échelle locale; elle se fait lors des descentes de rivière, dans les collectivités et dans les Premières Nations où règne la nature.

« La force inhérente de la SNAP est la façon dont ses sections régionales travaillent sur le terrain dans les provinces et les territoires, collaborant avec les communautés locales, les décideurs locaux, les Premières Nations et les communautés Métis », explique M. Rider, qui s'est récemment joint au bureau national de la SNAP Canada après des années à la section régionale du Yukon. « Juri a pu faire des choses qui étaient positives pour le Yukon et qui devaient se passer au Yukon. »

LA RECETTE DU SUCCÈS

La méthode de Juri Peepre a été la même que celle qui guide la SNAP Canada depuis les 60 dernières années. Dès sa création en 1963 – lorsque son modèle initial en tant qu'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada (NPPAC)

Gordon Nelson

Bien plus que des parcs

Gordon Nelson était un jeune étudiant à l'Université de Calgary, au début des années 1960, lorsqu'il a aidé l'écologiste torontois Gavin Henderson à mettre sur pied l'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada (NPPAC), organisation qui plus tard deviendrait la SNAP Canada. Au départ, M. Nelson, M. Henderson et d'autres se sont unis afin de lutter contre des plans d'aménagement très médiatisés dans le parc national de Banff. Pourtant, à mesure que l'organisation grossissait, on réalisait également que les forêts et les espaces sauvages de partout au pays nécessitaient une protection efficace. M. Nelson se rappelle l'étape marquante du changement de nom du groupe, la NPPAC devenant alors la Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP Canada), qui a eu lieu en 1985 – l'année du centenaire du système de parcs nationaux du Canada. Ce moment charnière, indique M. Nelson, marque l'élargissement de la mission de conservation de l'organisation, la positionnant comme porte-parole national pour la nature au Canada.

« Selon moi, cela a marqué un changement quant à la nature et au développement de ce qu'était auparavant la NPPAC, dit M. Nelson, car on a alors élargi la portée de l'organisme. Le nom même indiquait que nous devrions dès lors militer pour bien plus que seulement les parcs. Et cela a mené à une autre étape au cours de laquelle nous avons commencé à travailler davantage pour promouvoir la conservation de la nature et des territoires, dans un sens plus large, ainsi que des terres publiques... C'est alors que tout a commencé à prendre de l'ampleur. Plus de personnes se sont jointes à nous... Il y a eu un changement de direction majeur pour nos activités, et cela a ouvert les yeux sur ce que la NPPAC avait réalisé; cela a réellement permis à la nouvelle organisation, la SNAP Canada, de réaliser l'étendue et la portée de ce qu'elle était maintenant devenue – ce qui est une très, très grande surprise pour moi. Je suis encore très étonné et extrêmement heureux de constater à quel point ce groupe national est devenu tellement important... Et d'une efficacité formidable. »



a été mis en place pour lutter contre les grandes industries voulant gruger les parcs du Canada – le groupe a été, dès lors, à la fois régional et national, communautaire et pancanadien.

La SNAP Canada – peut-être plus que n'importe quelle autre organisation du genre – reste bien ancrée là où la conservation doit se faire, tout en maintenant son administration centrale près des officines du pouvoir en tant que porte-parole national de la nature.

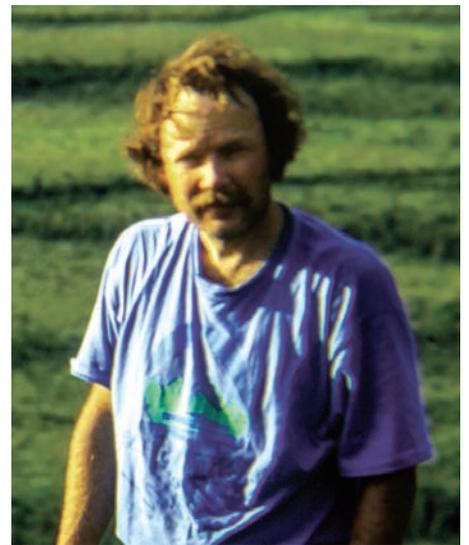
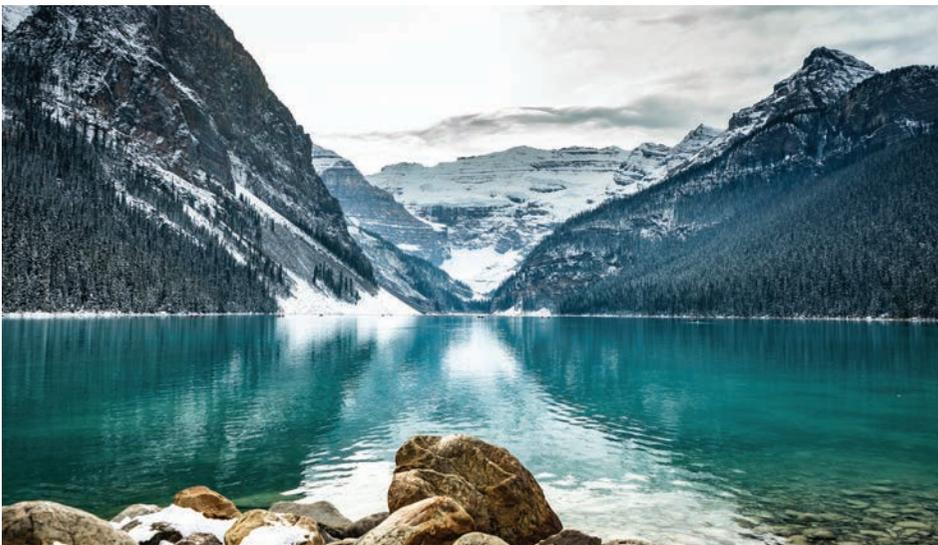
« Dès le départ, il s'agissait d'une organisation aux nombreuses racines », explique l'un des premiers dirigeants de l'organisation, Gordon Nelson. M. Nelson, maintenant âgé de plus de 90 ans, était un jeune professeur de géographie à l'Université de Calgary lorsqu'il a formé un groupe avec d'autres collègues soucieux de la conservation – « pas mal une organisation citoyenne » - afin de protéger la nature dans les parcs nationaux du Canada Banff et Jasper contre la déferlante de développement industriel d'après-guerre et la frénésie du tourisme axé sur l'automobile.

M. Nelson dit avoir appris par l'entremise des médias l'existence d'un autre groupe en Ontario qui militait pour les parcs de l'ensemble du pays. Peu après, les organisations se sont regroupées, reconnaissant avoir toutes deux le même objectif commun. « À Calgary, nous étions sur les lieux, se rappelle M. Nelson, qui a été président de la NPPAC dans les années 1970. Nous pouvions voir les changements. »

LE COMBAT POUR LAKE LOUISE

En 1972, lorsque le gouvernement fédéral a indiqué son soutien à un plan appuyé par l'entreprise pétrolière Impériale en vue de la construction d'un complexe de villégiature qui pourrait accueillir 4 000 visiteurs à Lake Louise, la stratégie à la fois régionale et nationale de la NPPAC permettant de faire d'une pierre deux coups s'est révélée à toute épreuve. Le tollé et les manifestations locales, combinés à l'attention suscitée partout au Canada, ont fait reculer le gouvernement et les promoteurs.

« Cette lutte a réellement mis la NPPAC sur la carte, explique Harvey Locke. Des citoyens se sont opposés, ont dit :



En haut : Virginia Falls, Nahanni. Photo : Mike Beedell. À gauche : Lac Louise, Alberta. Photo : Anthony/AdobeStock. À droite : Photographié ici vers 1995, Juri Peepre a joué un rôle déterminant dans la sauvegarde du bassin versant de la rivière Peel. Photo : Ken Madsen

“non, ce n’est pas à cela que servent nos parcs nationaux”. Et ils ont arrêté le projet. Ce fut un moment d’une importance considérable dans l’histoire du parc national. »

M. Locke, qui vit à Banff, est depuis longtemps un chef de file de la conservation à l’échelle nationale et internationale. Il s’est joint à la NPPAC en 1981 —peu avant que le groupe

change de nom pour la SNAP en 1985 — et en a été le président de 1990 à 1995. Il a beaucoup écrit sur le rôle vital de la société civile pour la conservation – en particulier les citoyens locaux et les militants – afin de lutter contre les fortunées entreprises industrielles et de développement.

Au cours des décennies suivant la victoire de Lake Louise, de nouveaux

groupes de la SNAP ont commencé à se former dans d’autres régions du pays, souvent en réaction directe à des menaces locales et régionales liées à la conservation. La Wildlands League— un groupe de défense des intérêts de l’Ontario qui existe depuis presque aussi longtemps que la NPPAC—a fusionné avec l’organisation en 1980.

Rapidement, indique M. Locke, l’ensemble éparpillé de dynamiques sections régionales de la SNAP et son bureau national situé à Ottawa (qui a déménagé de Toronto dans les

Éric Hébert-Daly

Un partenaire de confiance

Un élément crucial du succès de la SNAP, indique Éric Hébert-Daly, a toujours été son niveau d'accès et de confiance unique auprès des gouvernements en place. M. Hébert-Daly, qui a été le directeur général national pendant près d'une décennie, à compter de 2009, se rappelle avoir poussé le gouvernement sur plusieurs fronts afin qu'il tienne sa promesse internationale de 2010 de protéger 17 pour cent des terres et 10 pour cent des océans avant 2020, dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. Alors que la date d'échéance approchait, le Canada était loin d'avoir atteint ses cibles. La réaction de la SNAP n'a pas été de blâmer le gouvernement, mais plutôt d'indiquer les endroits partout au pays où le Canada pourrait faire des gains en matière d'aires protégées. Les progrès faits par la suite au pays pour les aires protégées ont été particulièrement remarquables et ont tracé la voie relativement à son engagement actuel de protéger 30 pour cent des terres et des océans du Canada d'ici la fin de la décennie.

« Je pense que la clé de la réussite de la SNAP est sa capacité à être un partenaire de confiance des gouvernements, explique M. Hébert-Daly. Je suis toujours conscient du fait que la SNAP a cette capacité d'avoir un sens pratique et d'exercer des pressions lorsqu'il faut faire avancer les choses. Mais personne ne nous considère comme déraisonnables. Personne ne considère que nous attaquons sans raison. Et dans l'ensemble, cela établit le type de relation que l'on souhaite mettre en place. Et je pense que, dans ce cas en particulier, la SNAP a pu lancer un processus qui a non seulement permis la mise en place d'un nombre important d'aires protégées en relativement peu de temps, mais aussi fait naître un appétit et une ambition pour l'établissement d'aires protégées à plus long terme, ce qui explique pourquoi nous envisageons maintenant des cibles encore plus importantes, visant 30 pour cent et essayant que cela se concrétise. »



années 1990) a commencé à ressembler, en ce qui concerne la conservation, au modèle même de la fédération canadienne. « C'est une organisation particulièrement inhabituelle en ce sens, indique M. Locke. J'ai toujours dit que la SNAP ressemblait au Canada. »

Sa force – tout comme celle du Canada – était, et est encore, son pouvoir d'amplification d'un but commun bien précis à travers les diverses régions; ainsi, on peut être certains que les membres de la SNAP d'une région du pays prennent à cœur les campagnes de conservation menées à des milliers de kilomètres de chez eux.

Il n'y a qu'à penser, dit M. Locke, au travail réussi de la SNAP Canada en collaboration avec les Premières Nations du Dehcho dans les Territoires du Nord-Ouest pour faire de la sensibilisation à l'échelle nationale sur l'agrandissement prévu de la réserve de parc national du Canada Nahanni en 2009. « Il fallait convaincre les membres de la section régionale de la Nouvelle-Écosse que le parc Nahanni les concernait et les amener à faire quelque chose à cet égard, indique M. Locke. Et, savez-vous, cela a fonctionné, tout comme pour chacune des autres sections régionales... C'est cela la combinaison magique de la présence locale et de la portée nationale. »

UN NUMÉRO D'ÉQUILIBRISTE

La magie a opéré, aidant la SNAP Canada à réussir à mener une campagne après l'autre partout au pays, mais cela a été accompagné de défis : parvenir à un équilibre entre les nombreux intérêts régionaux et une vision de conservation centrale s'est révélé fondamentalement compliqué.

« Évidemment, se remémore Mary Granskou, des questions ont été soulevées quant à la façon de partager la prise de décisions, de parvenir à des décisions qui reflètent vraiment l'ensemble de l'organisation, et de partager les retombées. »

Mme Granskou a été la directrice générale nationale de la SNAP Canada pendant une importante période de croissance et d'expansion des sections régionales dans les années 1990. Elle a été aux commandes tout juste après la

création des sections régionales SNAP Nouvelle-Écosse, Manitoba et Yukon, au début des années 1990. La SNAP Territoires du Nord-Ouest s'est jointe en 1996.

« Alors, y avait-il des divisions? Au sein de la SNAP, les débats ont toujours été animés – et ils le seront toujours. Cela fait partie de sa force; c'est là que convergent beaucoup d'idées, d'opinions, de forces et de savoir-faire. » Mme Granskou rit. « Je dirais que c'est souvent du chaos qu'émerge la vraie créativité. »

« Ça peut être fouillis. Mais la collaboration qui en ressort en est le résultat – cette collaboration pour des endroits que nous connaissons et aimons. »

UNE VISION COLLABORATIVE

Dans les souvenirs de Chris Rider, cet esprit de collaboration – qui voit le jour à l'échelle locale et s'épanouit à l'échelle nationale – est ce qui a distingué Juri Peepre en tant qu'environnementaliste exceptionnel et remarquable défenseur de la SNAP Canada. M. Peepre, qui a reçu l'Ordre du Canada en 2014 pour son travail de conservation, se dévouait autant pour la population du bassin versant que pour ses forêts et ses rivières.

Après son décès à l'âge de 65 ans, les cendres de M. Peepre ont été dispersées dans les eaux pures de la rivière Peel. Son engagement, indique M. Rider, continue néanmoins d'inspirer les nombreux autres qui partagent comme lui la vision régionale-nationale de la SNAP et sa passion pour la nature canadienne.

« Juri a sans aucun doute joué un rôle clé, indique M. Rider, mais il y a eu tellement de personnes comme lui durant la campagne [du bassin versant Peel]. C'est le legs laissé par tellement de personnes... Cela résume le militantisme citoyen : on ne peut assez souligner l'importance qu'ont eue toutes ces voix. Chaque personne qui s'est fait entendre lors d'une audience publique, chaque personne qui a participé aux consultations, chaque personne qui a écrit au gouvernement du Yukon – chacune a contribué à la réussite de cette campagne. »



Alison Woodley

Mettre la biodiversité sur la carte

Alison Woodley a été aussi surprise que tout le monde lors de l'annonce, l'été dernier, que la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique tiendrait au Canada (plutôt qu'en Chine)

son sommet qui était depuis longtemps

reporté. La réunion du mois de décembre – avec

son ambitieux objectif de Cadre mondial pour la biodiversité – a été saluée comme ayant le potentiel de changer la donne en matière de conservation. Pour Mme Woodley, conseillère stratégique principale au bureau national de la SNAP, c'était aussi un peu comme un grand coup à l'échelle locale suivant les efforts déployés par l'organisation afin de presser le gouvernement du Canada de voir grand en matière de conservation fondée sur les aires et d'enfin consacrer beaucoup d'argent à la nature. Même si la SNAP, en tant qu'organisation nationale, a une moins grande portée à l'échelle internationale, Mme Woodley et des douzaines d'autres membres du personnel de la SNAP de partout au pays ont fourni le soutien crucial à l'appui des imposants efforts déployés par le Canada afin d'amener les pays à signer une entente-cadre qui pourrait faire une différence pour la conservation de la biodiversité. Et, tout aussi important, le groupe était présent pour soutenir les initiatives de protection de 30 pour cent des terres et des océans du Canada d'ici 2030.

« Nous y avons consacré tellement d'efforts, dit Mme Woodley. À un certain moment, je me suis dit : Oh mon Dieu, cette réunion est devenue une obsession pour toute la communauté de la conservation. Comment est-ce possible de répondre aux attentes? Mais, en fait, ça a été fantastique. Je pense que cela en a valu la peine... Nous [la SNAP] y sommes allés avec deux objectifs. L'un était de faire notre possible en tant qu'organisation de conservation nationale afin d'aider à parvenir à une entente ambitieuse en matière de biodiversité mondiale, en ayant bien conscience que nous n'avions pas une grande influence à l'échelle internationale. Le deuxième objectif était de faire pression en faveur de vrais efforts de conservation sur le terrain au Canada, en profitant de la réunion comme levier pour des annonces en matière de conservation au pays. Et je pense que ce fut une réussite pour les deux points. Ce fut fantastique, vraiment fantastique... On avait l'impression que la biodiversité était au centre de la carte. Le travail difficile, la mise en œuvre, commence maintenant! »

● CHRONOLOGIE

Depuis six décennies, la SNAP Canada a été une force motrice pour la protection de la nature

ANNÉES 60

1963. L'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada (NPPAC) – dont le nom a plus tard changé, pour devenir la SNAP – est créée par un groupe d'environnementalistes dans le but de se porter à la défense des parcs nationaux et provinciaux du Canada.



1967 and 1968. Les premières sections régionales de la NPPAC sont créées à Calgary et à Edmonton. La section Calgary/Banff (devenue Alberta sud en 2008) et la section Edmonton (devenue Alberta nord en 2006) établissent le lien identitaire de l'organisation avec sa base citoyenne, formée de bénévoles, ce qui s'étendra plus tard à l'ensemble du pays.



1972. La NPPAC mène une campagne nationale et locale et réussit à empêcher la réalisation d'un projet de complexe de villégiature appelé Village Lake Louise dans le parc national du Canada Banff. La victoire du groupe pour étouffer le plan – qui avait obtenu le soutien d'Ottawa et avait l'appui de la pétrolière Impériale – représente un tournant pour l'histoire des parcs nationaux.

1977. Création des sections Saskatchewan et Colombie-Britannique.

1964. La première réalisation d'importance de la NPPAC est le lobbying réussi pour la première politique canadienne pour les parcs nationaux axée sur la conservation. Cette politique permet de s'assurer que les parcs restent fidèles à leurs objectifs de protection face à une montée sans précédent de l'utilisation des parcs et des loisirs de plein air.

1970. Création de la section Vallée de l'Outaouais.



1973. La NPPAC joue un rôle crucial relativement aux pressions croissantes exercées par la population, permettant ainsi la fin de l'exploitation forestière commerciale dans le parc provincial Quetico, en Ontario. L'interdiction est saluée comme un triomphe pour la nature dans le splendide parc de 4 600 kilomètres carrés.



60
years of · ans de
CONSERVATION

ANNÉES 70

ANNÉES 80



1985. La Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP Canada) devient le nouveau nom de la NPPAC. Le changement reflète le nouveau mandat élargi de l'organisation de conservation pancanadienne.

1988. La SNAP se joint aux Premières Nations et aux protestations publiques qui permettront de mettre fin à l'exploitation forestière dans la partie sud de l'île Moresby. Cédant sous la pression, les gouvernements fédéral et provincial s'entendent avec le Conseil de la Nation Haïda afin de protéger la zone en y créant la réserve de parc national Gwaii Haanas.



1980. La Wildlands League de l'Ontario devient une section régionale de la NPPAC.

1986. La SNAP ajoute la protection marine à son mandat de conservation. L'organisation commence à travailler avec le gouvernement fédéral sur une nouvelle stratégie pour la création d'aires marines de conservation dans l'Arctique.

1991. Création des sections SNAP Manitoba et Yukon.

1990. Création de la section SNAP Nouvelle-Écosse.

1992. Une contestation judiciaire de la SNAP et de Sierra Legal Defense fait cesser l'exploitation forestière dans le parc national du Canada Wood Buffalo, en Alberta. Lors de ce cas établissant un précédent, la cour fédérale statue que l'exploitation forestière dans le parc est illégale.



ANNÉES 90

60 years of · ans de CONSERVATION

ANNÉES 2000

2005. La SNAP adopte un nouveau plan de conservation sur dix ans qui englobe la vision à long terme de l'organisation de protéger au moins la moitié des terres publiques et des océans du Canada. La mission « la moitié pour la nature » sera désormais au cœur du travail de l'organisation.



2000. La SNAP collabore avec les Premières Nations et plusieurs autres afin de convaincre les gouvernements fédéral et provincial de conserver la vaste région de 6,4 millions d'hectares de Muskwa Kechika, en Colombie-Britannique. L'habitat intact des orignaux, des ours et d'autres animaux sauvages est connu sous le nom de « Serengeti du nord ».



2003. Création de la section SNAP Terre-Neuve-et-Labrador.



1996. Suivant la campagne de la SNAP en vue de protéger le parc national du Canada Banff, des limites juridiques sont imposées en matière de développement commercial. Ces limites de développement sont annoncées par le premier ministre Jean Chrétien lors du Congrès mondial de la nature de 1996, à Montréal.

1996. Création de la section SNAP Territoires du Nord-Ouest.

2001. Création de la section SNAP Québec.



2004. Création de la section SNAP Nouveau-Brunswick.

ANNÉES 90

2000 : Muskwa Kechika, Elyse Curley; 2001 : Rainette faux-grillon de l'Ouest, Benny Mazur; 2003 : CreativeNature.nl/AdobeStock; 2004 : AdobeStock; 2005 : AdobeStock

ANNÉES 2020



2009. La SNAP aide les Premières Nations locales du Dehcho, dans les Territoires du Nord-Ouest, à organiser une campagne publique afin d'étendre considérablement la protection du bassin versant de la rivière Nahanni Sud. La campagne, qui comporte une tournée nationale « Nahanni Forever » dans 20 villes, convainc le gouvernement fédéral de protéger 30 000 kilomètres carrés dans la réserve de parc national du Canada Nahanni.

2017. La Cour suprême du Canada statue en faveur des Premières Nations, de la SNAP et d'autres groupes pour annuler une décision du gouvernement du Yukon qui mettrait en péril le magnifique bassin de la rivière Peel.

La décision trace la voie pour la signature du plan régional d'utilisation des terres du bassin versant Peel, lequel protège la zone contre l'exploitation minière et le développement.



2023. La SNAP Canada célèbre 60 ans de conservation. En revenant sur les progrès réalisés par la SNAP en matière de conservation et sur les personnes qui ont rendu possibles ces réussites, cet anniversaire est l'occasion d'inspirer une nouvelle génération de passionnés de la conservation ayant une vision commune : protéger de façon permanente au moins la moitié des terres, des eaux intérieures et des océans du Canada.



2020. La SNAP et l'Alberta Environmental Network mènent la campagne « Defend Alberta Parks » et exercent des pressions auprès du gouvernement provincial afin de mettre un terme aux plans de réduction de la protection pour 175 sites de parcs. La victoire protège la nature contre l'exploitation minière et d'autres développements dans l'ensemble de la province.

2012. Des campagnes menées par la section SNAP Québec, des groupes autochtones et des communautés locales entraînent la création du parc national Tursujuq, d'une superficie de 26 000 kilomètres carrés. Le vaste nouveau parc protège la seule population au monde de phoques vivant dans les eaux douces intérieures.

2018. La SNAP dirige une campagne menée par des groupes de conservation qui convainc le gouvernement fédéral d'allouer 1,3 milliard \$ sur cinq ans afin de protéger les terres, les océans et la faune au Canada. L'annonce faite lors du budget de 2018 représente l'investissement le plus important jamais fait au pays pour la nature, et marque une étape importante du financement de la conservation au Canada.



2022. Du personnel de la SNAP de partout au pays participe au sommet de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (COP15) à Montréal – salué comme étant un moment décisif pour la conservation. L'un des faits saillants en est le nouveau Cadre mondial pour la biodiversité qui promet de freiner et renverser la perte de biodiversité d'ici 2030.

ANNÉES 2010

● À LIRE



LES PREMIERS PEUPLES D'ABORD

Comment les leçons de conservation enseignées par les Autochtones ont façonné la mission de la SNAP

Une remarquable campagne des Premières Nations du Manitoba, qui est sur le point de mener à la création d'une des plus importantes aires protégées autochtones au pays, a connu des débuts modestes : une simple discussion avec la SNAP manitoba sur la façon de sauver le caribou.

« Il s'agissait d'essayer de trouver des façons de s'organiser pour militer au nom des caribous », se remémore Stephanie Thorassie, directrice générale de la Seal River Watershed Alliance et membre de la Première Nation des Dénés de Sayisi, de Tadoule Lake, au Manitoba.

Certaines des mousses trouvées dans le bassin versant de la rivière Seal au Manitoba. Photo : Josh Perlman

« La SNAP a été parmi les premiers groupes à reconnaître que la conservation ne peut pas, et ne devrait pas, se faire sans prioriser le leadership autochtone »

afin d'en faire une aire protégée, indique Mme Thorassie, mais ensuite l'organisation a adroitement reculé, offrant seulement du soutien et cédant la place à l'Alliance afin qu'elle dirige le projet. « Au début, le rôle de la SNAP a été d'aider réellement pour les activités courantes du projet, et c'est maintenant devenu un rôle de défenseur et de partenaire de la conservation dirigée par les Autochtones. »

L'Alliance consiste en un groupe de quatre Premières Nations du Manitoba qui négocient actuellement les conditions d'une étude de faisabilité avec la province et le gouvernement fédéral quant à la façon de protéger le vaste bassin versant de la rivière Seal qui, avec sa superficie de 50 000 kilomètres carrés, est plus grand que la Nouvelle-Écosse. Les débuts de la campagne remontent à 2017, lorsque l'ancien chef des Dénés de la Sayisi,

Ernie Bussidor, a communiqué avec le directeur général de la SNAP Manitoba, Ron Thiessen, pour sonner l'alarme sur le déclin du caribou dans la région. Ron s'est peu après rendu à Tadoule Lake et leurs discussions ont rapidement mené au lancement d'une initiative en vue de préserver le bassin versant et le mode de vie des Dénés de la Sayisi.

La SNAP a aidé le chef Bussidor à faire une demande de financement fédéral et à lancer l'ambitieuse campagne

La campagne pour le bassin versant de la rivière Seal compte parmi les plus récents exemples du travail de la SNAP au cours des dernières décennies en vue de se rallier aux efforts des Autochtones pour la création de vastes aires protégées sur les territoires traditionnels partout au Canada. Ce travail reflète la reconnaissance désormais fondamentale de la SNAP – qui a évolué au cours de ses 60 ans de conservation adaptée au milieu – quant au rôle central de la culture et de l'intendance autochtones.



Caribous de la toundra dans le bassin versant de la rivière Seal. La conservation du bassin a commencé avec les préoccupations des Dénés de la Sayisi concernant la santé de la population de caribous. Photo : Josh Perlman

« La SNAP a été parmi les premiers groupes à reconnaître que la conservation ne peut, et ne devrait, se faire sans d'abord le leadership autochtone, explique la directrice générale nationale de la SNAP, Sandra Schwartz. Aujourd'hui, cette philosophie est au cœur de notre mission et de tout ce que nous faisons. »

Les initiatives de la SNAP aux côtés des Premières Nations, des Inuits et des Métis ont permis de mettre en place plusieurs des quelque 80 aires protégées et de conservation autochtones (APCA) que l'on retrouve maintenant dans l'ensemble du Canada, dont le parc national Tursujuq de 26 000 kilomètres carrés, au Québec, et la tout aussi grande réserve de parc national Thaidene Nëné, dans les Territoires du Nord-Ouest, ainsi que de nombreuses autres.

La SNAP, de pair avec d'autres membres de la Coalition du budget vert, a aussi eu de l'influence pour



Herb Norwegian

Une philosophie fondée sur l'harmonie

Pour Herb Norwegian, qui en est maintenant à son cinquième mandat en tant que chef des Premières Nations du Dehcho, dans les Territoires du Nord-Ouest, la SNAP est depuis des décennies une alliée d'importance et aux valeurs similaires, soutenant les efforts des Autochtones

pour gérer et protéger de vastes parcelles de territoire traditionnel intact. Par exemple, M. Norwegian se remémore le travail de la SNAP en vue de l'accord de 2009 visant à étendre la réserve de parc national Nahanni – un projet d'aire protégée de 30 000 kilomètres carrés mené par les Autochtones – à tout le bassin versant de la rivière Nahanni Sud. La section SNAP Territoires du Nord-Ouest et le bureau national de la SNAP ont ajouté leurs voix au cours des intenses années de négociation passées par M. Norwegian et d'autres à convaincre Ottawa et le gouvernement territorial d'accepter le projet. La SNAP a joué le rôle de vecteur crucial afin d'aider à faire accepter cette idée aux Canadiens du sud. Harvey Locke, fidèle militant de la SNAP, et d'autres ont visité des villes de l'ensemble du pays avec M. Norwegian pour la tenue de conférences. C'est à cette époque, se souvient M. Norwegian, qu'a été cimenté le lien de confiance durable entre la SNAP et les Premières Nations.

« La SNAP a toujours été efficace, se remémore M. Norwegian. Simplement en travaillant avec les personnes que je connaissais, on parvenait vite à une compréhension de ce que nous souhaitions accomplir. La raison en est que la SNAP, en tant qu'organisation environnementale, a une philosophie fondée sur l'harmonie, la protection des terres et la bonne gestion des terres dans l'intérêt de la population. La philosophie des Premières Nations du Dehcho est semblable. Nous sommes sur le terrain. Nous sommes des cueilleurs et nous sommes issus de ce territoire. Cela a assez bien fonctionné pour collaborer avec cette organisation qui pensait comme nous, avait les mêmes valeurs relativement au territoire et avait les mêmes intérêts à cœur, ce qui a été très, très important. Nous avons donc solidifié nos liens et, à partir de là, tout est allé de soi. »

Mary Granskou

Au départ, un mouvement populaire

Mary Granskou a été la directrice générale nationale de la SNAP Canada pendant presque toutes les années 1990, lesquelles ont été marquées par une remarquable expansion de l'organisation. De nouvelles sections venaient tout juste de voir le jour dans plusieurs provinces et territoires, et alors que le modèle de la SNAP consistant en des sections régionales et un bureau national commençait à ressembler davantage à celui du Canada, le bureau national – qui est déménagé de Toronto à Ottawa au cours de cette période – a également augmenté la présence et le rôle de la SNAP en tant que porte-parole pancanadien. Il y a eu une hausse marquée des adhésions à la SNAP et du financement national. On avait clairement l'impression qu'un objectif commun rassemblait le personnel et les sympathisants partout au pays, indique Mme Granskou. Cela donnait un esprit de camaraderie dynamique auquel elle attribue la réputation de la SNAP de crédibilité, d'engagement et d'intégrité au sein du milieu de la conservation au Canada.

« Nous étions au départ un groupe citoyen passionné pour les lieux sauvages, avec une philosophie d'activisme inclusif, explique Mme Granskou. Cela constitue l'essence même de la magie de la SNAP. Nous n'avons pas commencé nos activités dans chacune des régions du Canada dès le début, mais nous aspirions déjà à avoir une solide présence sur le terrain partout au pays. Nous fonctionnons pas mal comme une famille. Lorsque j'ai quitté le conseil d'administration, j'ai dit que je ne m'étais jamais sentie aussi aimée ou mise au défi dans aucun autre rôle dans ma vie, et je suis restée en contact avec beaucoup des personnes que j'ai connues à cette époque. La SNAP a toujours été le lieu de convergence des relations et des connaissances. Ce peut parfois être chaotique, mais c'est un modèle puissant pour soutenir la conservation menée par les Autochtones et la protection de la nature au Canada. »



amener le gouvernement fédéral à fournir une importante aide financière pour la conservation dirigée par les Autochtones. En décembre 2022, par exemple, Ottawa a annoncé que 800 millions \$ additionnels seraient versés sur sept ans à l'appui des propositions d'APCA, ce qui pourrait représenter l'ajout d'un million de kilomètres carrés dans le cadre de la promesse fédérale de protéger 30 pour cent des terres et des océans du Canada d'ici 2030.

UNE HISTOIRE DIFFICILE

Il n'en a pas toujours été ainsi. L'histoire de la conservation au Canada – comme dans de nombreux autres pays – n'a jamais été facile pour les peuples autochtones.

Les premiers promoteurs des parcs canadiens étaient d'avis que l'exclusion des communautés autochtones (ainsi que leur utilisation de la faune des parcs) était essentielle pour la conservation. Dans les années 1920 et 1930, par exemple, James B. Harkin – le premier commissaire de la Division des parcs du Dominion et le fondateur des parcs nationaux du Canada – était un ardent défenseur de cette façon de voir colonialiste.

Pendant une bonne partie du siècle dernier, le manque de compréhension des préoccupations autochtones a également eu des répercussions sur les organisations de conservation non gouvernementales. Parmi elles, il y avait l'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada – le prédécesseur de la SNAP Canada – qui a été créée en 1963 afin de protéger la nature contre la menace de développement dans les parcs canadiens.

« Nous n'avions pratiquement aucune connaissance des besoins des Autochtones, se remémore Gordon Nelson, l'un des membres fondateurs de la NPPAC. Nous avons rapidement changé d'opinion lorsque nous avons réalisé que par nos actions nous ne tenions pas compte de leurs droits ancestraux. »

Vers la fin des années 1970, la sensibilisation naissante sur la conservation menée par les Autochtones au Canada est devenue



un point d'intérêt national avec la publication de l'enquête du juge Thomas Berger sur le développement d'un oléoduc dans les Territoires du Nord-Ouest. Le rapport du juge Berger – qui insistait sur la reconnaissance des droits fonciers de la Première Nation et la protection de la nature – est devenu un cri du cœur pour de nombreux groupes environnementaux et soulignait la complémentarité de plusieurs valeurs et objectifs de conservation autochtones.

« Le rapport de M. Berger a suscité beaucoup d'intérêt », se souvient Herb Norwegian, grand chef des Premières Nations du Dehcho, dans les Territoires du Nord-Ouest. « Après cela, lorsque nous avons continué de soulever des enjeux ici dans le nord, nous avons pu amener beaucoup de groupes à se joindre à nous... La SNAP était là dès le début, en tête du mouvement. »

Lors de l'alliance de la SNAP avec les Premières Nations du Dehcho, il a fallu relever un défi important en ce qui a



En haut : le bassin versant de la rivière Seal, une vaste zone de 50 000 kilomètres carrés, plus grande que la Nouvelle-Écosse. Photo : Ron Garnett. En bas : Stephanie Thorassie et Ron Thiessen à la COP15 à Montréal, en 2022.

trait à l'engagement en pleine évolution de l'organisation pour la conservation menée par les Autochtones : une campagne d'une durée d'une décennie pour étendre la protection du bassin versant de la rivière Nahanni Sud. En 2009, le résultat de cette campagne réussie a été l'agrandissement de la réserve de parc national Nahanni, soit une APCA de 30 000 kilomètres carrés qui est maintenant parmi les plus grandes au monde.

M. Norwegian se rappelle les premiers travaux sur le terrain de la SNAP pour aider les Premières Nations à documenter l'utilisation du territoire traditionnel dans le bassin versant. Lorsque les négociations avec le Canada ont commencé à sembler prometteuses, la SNAP a aidé à organiser une visite pancanadienne dans de grandes villes afin d'obtenir un appui national au plan.

« Il nous a fallu éduquer la population, et la SNAP a été efficace à cet égard,

explique M. Norwegian. Nous voulions nous assurer que la population n'avait pas le sentiment de perdre quelque chose. En fait, le message que nous portions alors était que la Nahanni est un cadeau pour la planète... La SNAP était présente. Nous étions des alliés naturels et des partenaires. »

Mary Granskou a été la directrice générale nationale de la SNAP pendant une bonne partie de cette période. Elle se rappelle que les liens tissés avec les Premières Nations du Dehcho ont été fondamentaux dans la reconnaissance précoce par l'organisation du leadership autochtone. Depuis, les efforts de la SNAP en vue d'aider à la création de plus d'APCA dans l'ensemble du Canada ont tiré profit de ces premières leçons de valeurs communes et de respect mutuel retenues de la campagne de la Nahanni.

« À l'époque, nous prenions notre courage à deux mains pour établir des relations, dit Mme Granskou. Nous

apprenions – et c'est toujours une question d'apprentissage, n'est-ce pas? – ce que cela signifie réellement d'être un allié, de soutenir leur leadership, leur gouvernance, leur histoire, leurs aspirations. Qu'est-ce que cela signifie? »

Aujourd'hui, les relations avec les Autochtones sont au cœur de la mission de la SNAP. Les sections régionales de la SNAP partout au Canada tirent profit des partenariats avec les nombreux gouvernements et communautés autochtones. Récemment, en signe de réconciliation, le bureau national de la SNAP a changé le nom de son prix décerné aux écologistes canadiens remarquables pour celui de « prix Harkin ».

UN SOUTIEN INSPIRANT

Pour Stephanie Thorassie, de la Seal River Watershed Alliance, ce fut l'apport important de la SNAP au tout début de la campagne qui a fait toute la différence. En particulier, elle reconnaît



que la capacité de l'organisation à sensibiliser et à obtenir l'appui des Manitobains – dont des milliers ont envoyé des lettres d'appui – a donné un élan important à la campagne.

Maintenant, on se rapproche de plus en plus d'une entente afin de finalement protéger les territoires traditionnels de nombreux peuples dénés et cris au Manitoba. Suivant un récent remaniement ministériel au Manitoba, Mme Thorassie s'attend au cours des mois à venir à la signature d'un protocole d'entente en vue d'une étude de faisabilité pour la nouvelle APCA.

« La SNAP a réellement aidé pour une partie du travail de mobilisation que nous avons dû faire, dit-elle. Obtenir le soutien des Manitobains et Manitobaines, c'est le genre de chose pour laquelle la SNAP excelle vraiment... Ils sont réellement fantastiques en matière de soutien, et nous leur en sommes vraiment reconnaissants et les remercions. »



Rives et rochers de la rivière Seal.
Photo : Érnée Bussidor



Catherine McKenna À la défense de la nature

Aucun moment de la récente histoire de la conservation au Canada n'a probablement été aussi marquant que la journée du budget fédéral de 2018. La décision d'Ottawa d'investir 1,3 milliard \$ dans de nouvelles aires protégées et espèces en péril a représenté

non seulement un premier pas de géant pour les dépenses en conservation au pays (il y en a eu

d'autres depuis), mais (vraisemblablement) un changement radical pour la conscientisation au Canada de la nécessité de préserver la nature. Catherine McKenna, alors ministre d'Environnement et Changement climatique Canada, comptait parmi ses principaux défenseurs. Comme elle s'en souvient, la SNAP y était aussi, donnant de solides arguments – qu'elle pourrait ensuite présenter au premier ministre, au ministre des Finances, et aux Canadiens et Canadiennes – sur la nécessité de faire de la nature une priorité. Les commentaires de l'organisation, indique Mme McKenna, ont été cruciaux, tout comme sa capacité de mobilisation partout au pays – auprès des groupes de conservation, des Canadiens et des Canadiennes, et des fondations philanthropiques qui ont versé des contributions égales au financement du gouvernement.

« Pour être honnête, au début, je me concentrais surtout sur un plan pour le climat, se remémore Mme McKenna. Ce n'est pas que la nature n'était pas importante pour moi, mais je devais avoir un plan pour le climat. Mais la SNAP m'a rappelé le lien important entre le climat et la nature... Ses représentants m'ont très clairement fait voir ce lien, et ils m'ont vraiment encouragée à intensifier les efforts pour l'aspect nature... Je pense que la SNAP est sophistiquée, en ce sens qu'elle comprend le défi à relever. En tant que ministre, on a beaucoup de priorités concurrentes, mais la SNAP a assurément présenté des arguments extrêmement convaincants pour me montrer qu'il s'agissait d'une formidable opportunité pour les Canadiens et les Canadiennes... La SNAP a toujours été une vraie organisation de défense de la nature, et elle a assurément été la première à réclamer le plus important investissement jamais fait pour la nature dans le budget de 2018. La réalité est que même si c'est ce qu'on souhaite à titre de ministre, on ne peut y parvenir seul. »

« J'aime la SNAP. Ce fut particulièrement enrichissant pour moi d'avoir l'occasion de travailler avec des personnes tellement exceptionnelles, qui ont un tel engagement et un très vaste réseau. La question n'est pas seulement de savoir ce qu'on est en mesure de faire, mais plutôt de travailler avec les bonnes personnes sur les enjeux d'importance. »



Le ruisseau Royal se jette dans la rivière Wind, un affluent de la rivière Peel dans le nord du Yukon. Photo : Peter Mather

YUKON

Le bassin de la rivière Peel est protégé pour les générations à venir! Après presque deux décennies et un passage à la Cour suprême du Canada, de nombreuses personnes ont célébré la signature d'un plan pour en protéger plus de 55 000 km². En collaboration avec des partenaires des Premières Nations, la **SNAP Yukon** a joué un rôle prépondérant afin d'amener les paysages éloignés du Yukon dans les foyers des Canadiens et des Canadiennes; en outre, la poursuite conjointe contre le gouvernement du Yukon a établi un précédent en matière de conservation. Pour en savoir plus sur cette campagne historique : cpawsyukon.org/protect-the-peel.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Depuis 1977, la SNAP Colombie-Britannique milite de façon indéfectible pour la protection des écosystèmes en eau profonde uniques de la côte du Pacifique. En 2003, le champ hydrothermal Endeavour, en C.-B., a été désigné comme première aire de protection marine (APM) en vertu de la Loi sur les océans. La **SNAP Colombie-Britannique** a dirigé des groupes de conservation pour la planification de la nouvelle AMP Deepsea Oasis, une aire marine protégée proposée d'une superficie égale à quatre fois l'île de Vancouver. Les Premières Nations et le Canada travaillent maintenant ensemble afin de finaliser les plans de l'AMP Tang. gwan-ḥačx^wiqak-Tsigis. Il s'agira de la plus grande AMP au Canada et cela permettra de protéger 25 % des régions côtières et marines d'ici 2025. Pour en savoir plus : DeepseaOasis.com.

Une habile pieuvre
« Dumbo ».
Photo : Ocean
Networks Canada



Le lac Maligne, dans le parc national Jasper.
Photo : Christopher Czermak

ALBERTA

En 2015, la **SNAP Alberta** nord a mené une campagne réussie contre un nouveau développement commercial empiétant sur l'habitat du caribou et du grizzly au lac Maligne, dans le parc national du Canada Jasper. Il faut encore poursuivre la lutte afin de trouver un équilibre entre

l'intégrité écologique et le tourisme dans nos parcs nationaux. Pour en savoir plus : cpawsnab.org/jasper-national-park

En 2020, suivant l'annonce du gouvernement de l'Alberta selon laquelle 175 de ses parcs seraient fermés ou rayés de la liste, les SNAP Alberta nord et sud ont réussi à mobiliser les Albertains de l'ensemble de la province avec « Defend Alberta Parks ». Pour en savoir plus : cpawsnab.org/defend-alberta-parks

En 2017, les Albertains ont assisté à une victoire monumentale pour la nature. Castle Parks – une région importante du point de vue écologique et social où l'on retrouve les eaux d'amont du bassin hydrographique Oldman et qui est l'habitat d'espèces en péril provinciales et fédérales – était auparavant une région à usage multiple permettant des activités

industrielles, comme l'exploitation forestière. Après les importantes activités de défense menées par des groupes locaux et des organisations de conservation, dont la SNAP Alberta sud, le gouvernement de l'Alberta a désigné le Castle comme Wildland and Provincial Park et a lancé une consultation sur un plan de gestion. Pour en savoir plus : cpaws-southernalberta.org/conservation/defend-the-castle.



Castle Parks. Photo : Katie Morrison



L'utilisateur de longue date du territoire et défenseur de Kitaskinaw, Gary Carrier, sur son hydroglisseur sur le delta de la rivière Saskatchewan. Photo : Nathan Puffalt, Prairie Rising Productions.

SASKATCHEWAN

Le 10 juin 2021, le chef Rene Chaboyer a publié la déclaration de la Nation crie de Cumberland House sur la compétence et la protection de Kitaskinaw (delta de la rivière Saskatchewan). Cette déclaration, qui a eu le soutien de la **SNAP Saskatchewan**, a été le point culminant d'années d'efforts déployés par les dirigeants et communautés autochtones. Le travail des Ya' thi Néné et des Dènesu'liné du nord de la Saskatchewan a représenté un apport additionnel pour les communautés soucieuses de protéger leur mode de vie. La conservation menée par les Autochtones participe de façon importante à la protection de l'habitat essentiel de nombreuses espèces en péril en Saskatchewan.



Coucher du soleil à Moose Island, au lac Winnipeg, au Manitoba, 2012. Photo : Ron Thiessen.

MANITOBA

Parc provincial de la Baie-Fisher : 84 150 hectares protégés en 2011. Il a fallu plus d'une décennie pour mettre en place le parc provincial de la Baie-Fisher sur les rives sablonneuses du lac Winnipeg. Un nombre record de 25 000 personnes ont signé des cartes postales à l'appui de la protection de la zone. La longue lutte a permis d'établir un partenariat solide et durable entre la Première Nation crie de la rivière Fisher et la **SNAP Manitoba**, lesquels ont continué de travailler ensemble afin de créer davantage d'aires protégées dans la région. Pour plus d'information sur leur initiative en vue de protéger la région d'Entre-Les-Lacs, dans le sud-est, visitez : frcnconservation.ca

ONTARIO

En 2016, la **Wildlands League**, en partenariat avec le personnel du bureau national de la **SNAP**, est parvenue à créer le premier parc urbain national du Canada et a jeté les bases afin d'en créer 15 autres à travers le pays. On trouve au parc urbain national de la Rouge plus de 2 000 espèces et 80 km² de beauté, et ce, à moins d'une heure de l'endroit où vivent 7 millions de Canadiens et de Canadiennes. Le parc urbain national de la Rouge représente la protection de la nature aux premières lignes de la crise de la biodiversité.

En 2008, après de nombreuses années d'efforts par la **SNAP Vallée de l'Outaouais** et des partenaires autochtones et communautaires, le gouvernement du Québec a annoncé la plus grande nouvelle aire protégée à voir le jour dans le sud du Québec depuis des générations : la réserve aquatique de la Rivière-DuMoine. S'étendant initialement sur environ 1 445 km², l'aire protégée a été agrandie à 1 776 km² en 2022 afin de protéger l'une des dernières rivières sans barrage, de même que son bassin versant comportant l'une des dernières forêts anciennes et à peuplement mûr du sud du Québec. La zone constitue un lien nord-sud vital entre les forêts de la vallée de l'Outaouais et la forêt boréale au nord.

QUÉBEC

En décembre 2020, le Québec a annoncé la protection additionnelle de 96 000 km² de territoire, devenant ainsi la deuxième province du Canada à atteindre la cible internationale de 17 % d'aires protégées. Le Québec est maintenant en tête de file au pays pour la superficie absolue d'aires protégées, avec plus de 257 000 km², ce qui est plus grand que le Royaume-Uni. Ces résultats exceptionnels découlent d'années de travail ininterrompu par de nombreuses parties prenantes, dont la **SNAP Québec** et les dirigeants de plusieurs Premières Nations.



Canyon-Eaton sur la rivière Caniapiscou, au Québec.
Photo : François Léger Savard

NOUVEAU-BRUNSWICK

Après des décennies de défense de la nature par des sympathisants de la **SNAP Nouveau-Brunswick**, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a respecté en décembre 2022 son engagement de protéger 10 % de ses terres et océans. Plus de 400 nouvelles aires protégées ont ainsi été créées à travers la province. Il s'agit de la plus importante augmentation ponctuelle d'aires protégées de l'histoire du Nouveau-Brunswick, ainsi qu'une avancée importante pour la nature et la faune. Pour en savoir plus : cpawnsb.org/largest-protected-areas-increase.

NOUVELLE-ÉCOSSE

En 2013, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a publié le plan « Our Parks and Protected Areas », dans lequel il s'engageait à protéger 250 000 hectares additionnels de terres et à créer près de 300 nouveaux parcs et aires protégées. La **SNAP Nouvelle-Écosse** a joué un rôle crucial pour sélectionner ces sites et obtenir le soutien de la population en vue de leur protection. Ce plan a représenté une étape importante qui a permis de faire de la Nouvelle-Écosse un chef de file de la conservation de la nature au Canada.

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Malgré le fait que Terre-Neuve-et-Labrador a des paysages parmi les plus riches au Canada du point de vue écologique, seulement 6,7 % en sont actuellement protégés. En 2019, après plus de 25 ans d'efforts, le plan « A Home for Nature » a été publié. Le plan, initialement appelé « Natural Areas System Plan », vise à augmenter la superficie d'aires protégées jusqu'à 13,2%. La **SNAP Terre-Neuve-et-Labrador**, qui a commencé à travailler en 2010 à l'atteinte de cet objectif, a été ravie de la publication du plan et attend impatiemment les prochaines étapes. Pour en savoir plus : cpawnsnl.org/protectionplan.

Le lac Western Brook Pond, Norris Point, T.-N.-L. Photo : Timothy Holmes



● CONTACTEZ-NOUS

SNAP Canada bureau national
600-100 rue Gloucester
Ottawa, ON K2P 0A4
613-569-7226 ou 1-800-333-WILD
info@cpaws.org
www.snapcanada.org

SNAP Colombie-Britannique
604-685-7445
www.cpawsbc.org

SNAP Alberta sud
403-232-6686
www.cpaws-southernalberta.org

SNAP Alberta nord
780-328-3780
www.cpawnsab.org

SNAP Saskatchewan
306-500-7545
www.cpaws-sask.org

SNAP Manitoba
204-949-0782
www.cpawnsmb.org

SNAP Vallée de l'Outaouais
819-778-3355
www.snap-vo.org

SNAP Wildlands League
416-971-9453 ou 1-866-510-9453
www.wildlandsleague.org

SNAP Québec
514-278-7627
www.snapquebec.org

SNAP Nouveau-Brunswick
506-452-9902
www.cpawnsb.org

SNAP Nouvelle-Écosse
902-446-4155
www.cpawnsns.org

SNAP Terre-Neuve-et-Labrador
709-726-5800
www.cpawnsnl.org

SNAP Yukon
867-393-8080
www.cpawnsyukon.org

SNAP Territoires du Nord-Ouest
867-873-9893
www.cpawnsnw.org



Assemblée générale annuelle de la SNAP Canada

Téléconférence à 20 h
(heure de l'Est)

25 septembre 2023

Pour plus d'informations :
info@cpaws.org
ou 1-800-333-9453

PRIX DE LA CONSERVATION 2023 DE LA SNAP CANADA

APPEL À CANDIDATURES

Le prix de la conservation de la SNAP Canada reconnaît la contribution exceptionnelle d'un-e individu-e à la conservation des terres, des eaux intérieures, des océans et des espèces sauvages du Canada.

Pour plus de détails, consultez
snapcanada.org/prix

*Donation
par legs*

Pour plus de détails
sur la façon d'inclure
un don durable à la
SNAP dans votre
testament, visitez :

snapcanada.org/facons-de-donner



Si vous souhaitez aider les campagnes de financement de la SNAP avec vos événements, produits ou activités, nous vous invitons à communiquer avec Vicki Dimillo à vdimillo@cpaws.org.



 CPAWS • SNAP
CANADIAN PARKS AND
WILDERNESS SOCIETY

SOCIÉTÉ POUR LA NATURE
ET LES PARCS DU CANADA

 60
years of • ans de
CONSERVATION